

L'essor de Versailles

N° 13 Janvier 2011

Prix : 5 euros

Editorial

Elargir notre horizon

Ce numéro marque un tournant pour Essor de Versailles. Notre association élargit son horizon à :

- d'abord et avant tout la territorialité des 190 000 habitants de Versailles Grand Parc dont nous avons rencontré les 14 maires et analysé le développement économique; nous avons aussi été associés à l'élaboration du Plan Local de Déplacement sur un périmètre élargi au Chesnay et à Vélizy-Villacoublay,
- l'Opération d'Intérêt National Massy Palaiseau Saclay Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines gérée désormais par l'Etablissement Public de Paris Saclay appelé à définir l'avenir de Satory; là aussi Essor de Versailles est présente dans les réunions organisées avec les associations,

- la construction du Grand Paris pour lequel nous avons participé au débat public sur le réseau de transport public,

- la solidarité internationale soutenue par une quinzaine d'associations versaillaises au bénéfice des pays en développement du Sud.

Essor de Versailles estime nécessaire de participer aux évolutions que connaît Versailles dans son environnement territorial. Cet élargissement exige de notre part un travail plus important mais aussi plus riche. Le travail en réseau avec des associations amies s'impose encore plus et les bonnes volontés de Versailles et de Versailles Grand Parc seront les bienvenues.

Le comité de rédaction : Christiane Babault, Guy Bourachot, Jean-Claude Bonnin, Christine Breitenstein, Dominique Brière, Isabelle et Franklin Claude, Philippe Domergue, Gérard Ellenberger, Michel Jay, Claude Kaiser, Chantal Libert, Jean-Claude Mariannie, Michel Mercadier, Michel Philippeau, Jean Quintard.

SOMMAIRE

La vie locale

page 2 Le Budget 2011 de Versailles

Essoufflement des Conseils de quartier en 2010 ?

3 Logement social et logement étudiant

L'accueil de la petite enfance

V comme vélo, V comme Versailles et Versailles Grand Parc

5 L'insécurité routière

Le stationnement

Réflexion sur le nouveau Plan Local d'Urbanisme

L'UVSQ : une université d'excellence qui fête ses 20 ans

6 " Quel pays sommes-nous pour accepter ces files d'étrangers ? "

Les dossiers

7 La Ville de Versailles décide de soutenir les associations de solidarité internationale

8 Le développement économique de Versailles Grand Parc

17 Versailles Grand Parc aujourd'hui et demain

24 Quels transports pour le Grand Paris ?

26 Une nouvelle gare rue Royale ?



Le budget de la ville de Versailles (y.c. assainissement) est le vrai révélateur de la politique de la Ville à moyen terme ; il s'établit comme suit en 2011 :

Fonctionnement	119 M€ + 2.1%
Investissement	33 M€ +0.4%
Total	152 M€ +1.7%

- Dans la partie fonctionnement, les charges de personnel constituent 54.3% du total. L'écart entre les postes budgétaires (1756, stable) et les postes pourvus (1629 équivalents temps plein) se creuse encore par rapport à 2010, passant de 127 à 132 soit **7.5% des postes non couverts**. Les écarts les plus importants concernent les filières culturelle (16.3% des 86 postes prévus), administrative (9.7% des 382 postes) et technique (7.7% des 813 postes).

Les principales évolutions du budget de fonctionnement concernent les secteurs des services généraux (+8.3% à 25 M€), sport et jeunesse (+5.6%), interventions sociales et santé (+4.8%), aménagement –environnement (+4.3%) et famille (-3.8% à 18M€). Dans le détail des dépenses, on doit regretter des baisses importantes à caractère social et familial : baisse de 10.6% pour le maintien à domicile, réduction de 10 à 7 jours des séjours en classes de découverte, absence d'amélioration dans l'encadrement des enfants en crèches par pénurie de personnel, baisse des prestations de sports- petites vacances et baisse des prestations pour les grandes vacances.

- Les dépenses d'investissement hors opérations financières s'établissent à 20M€ en sensible hausse de 17.8% en raison de l'augmentation du chapitre aménagement-environnement à 10.2M€ (+49.7%) : c'est une évolution positive majeure.

- Alors que la dotation générale de fonctionnement de l'Etat diminuera de 2.8% à 20M€, de même que les compensations de taxes (dont celles de l'ancienne taxe professionnelle), les impôts locaux augmenteront globalement de 2.7% à 46

M€. Les taux d'imposition seront votés en avril 2011 quand les bases imposables seront connues (chacun des impôts locaux est le produit des bases par les taux votés).

Essoufflement des Conseils de quartier en 2010 ?

Essor de Versailles avait enquêté sur les Conseils de quartier en 2009. Le tableau ci-joint des comptes-rendus disponibles sur le site internet de la ville montre un certain essoufflement de cette institution (légalement obligatoire) en 2010 .

Comptes rendus	2009	2010	Total	dernier compte-rendu
Chantiers	4	2	6	27 mai
Clagny-Glatigny	4	3	7	22 juin
Jussieu-Petit s	5	3	8	7 juin
Bois-Picardie				
Montreuil	4	4	8	7 octobre
Notre Dame	5	2	7	15 juin
Porchefontaine	7	4	11	15 juin
Satory	3	1	4	6 janvier
St Louis	5	2	7	17 mai
Château	0	0	0	
Moyenne	4,6	2,6	7,2	

Source : site internet de Versailles

Comme sous la précédente mandature, le conseil de Satory a du mal à vivre dans la mesure où les militaires de Satory ont des structures de représentation propres. Il en est de même de l'instance du Château dont aucune activité n'est enregistrée. Essor de Versailles réitère sa proposition de l'organisation d'un forum annuel des conseils de quartier qui permette l'échange des meilleures pratiques, réaffirme leur légitimité et relancent leur visibilité et leurs activités.

Logement social et logement étudiant

Versailles apparaît comme une bonne élève pour atteindre l'objectif de 20% exigé par la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et pourtant la progression est difficile dans une ville au foncier rare et cher où les constructions neuves de résidences principales sont importantes. C'est aussi la meilleure derrière Saint-Cyr-L'Ecole (39.3%) dans Versailles Grand Parc (voir l'article sur VGP).

La grande évolution dans ce domaine est la réalisation prochaine de plusieurs logements étudiants (Vauban, Richaud...) qui comptent dans le quota de logements sociaux. Ces logements sont bien sûr nécessaires mais il ne faudrait pas que, en raison de leur meilleure acceptation par le voi-

année	Résidences		Logements aidés	
	principales	nombre	%	manquants
2001	37675	6003	15.93	1532
2002	37679	6023	15.99	1513
2003	37824	6050	16.00	1515
2004	37937	6121	16.13	1466
2005	37680	6172	16.38	1364
2006	37326	6253	16.75	1212
2007	37053	6286	16.96	1024
2008	36837	6366	17.28	1001
2009	37087	6436	17.35	981
2010p	37087	6470	17.44	947

Source : direction de l'urbanisme; p=provisoire

sinage, ils se substituent entièrement aux logements vraiment sociaux dont les demandes sont encore plus urgentes pour de très nombreuses familles en difficulté.

L'accueil de la petite enfance

Versailles dispose actuellement de 1735 places d'accueil en crèches, réparties comme l'indique le tableau joint.

La ville gère un Relais parents Assistantes maternelles RAM à la Goutte de Lait, qui permet à ces dernières de se rencontrer et de rentrer dans des crèches familiales.

Certes les coûts pour la Collectivité sont impor-

établissements	Places
5 crèches collectives	352
1 crèche familiale	100
11 multi-accueils	120
Crèches de la Ville	572
3 crèches associatives	140
Assistantes maternelles libres	1 023
Total actuel	1 735
Projets décidés	
Caserne d'Artois	60 dont
	10 pour la Ville
Babilou (entreprises)	10
Maison Bleue (entreprises)	40
Total projeté	1 845 (+ 6.3%)
Richaud	
sans transfert du Chat Botté	160
Total possible	2 005 (+15.6%)

tants mais il s'agit d'un besoin social également important, qui permet aux femmes de travailler dans la même proportion à Versailles qu'ailleurs. Dans le budget 2011, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 10.7 millions d'euros (soit 9% du budget total) pour des recettes à hauteur de 6.6 M€ et donc le coût net est de 4.1 M€. Les investissements restent modestes à 252 000 €. Pour les crèches proprement dites, les dépenses de 9.5 M€ sont supportées à 22% par les usa-

gers, 43% par le conseil général et la Caisse d'allocations familiales (CAFY) et seulement 35% pour la ville.

Globalement, la couverture des besoins d'accueil reste médiocre, même si, avec 55%, la ville se dit dans la moyenne. Pour elle, « le taux de fréquentation des structures, qui dépend étroitement du nombre d'agents dédiés à l'encadrement des enfants, ne devrait pas connaître d'amélioration sensible (pénurie de personnel et difficulté à gérer l'absentéisme) ».

La pénurie est le résultat d'une faible attractivité en raison des faibles rémunérations et des coûts importants du logement dans la région. La Ville de Paris, confrontée au même problème que beaucoup d'autres villes comme Versailles, a accepté de relever le niveau de rémunération et il faudrait étudier cette solution.

Un autre facteur limitant est le nombre de locaux disponibles. Bientôt trois nouvelles crèches non gérées par la ville vont améliorer l'offre :

- celle du ministère de la Défense à la caserne d'Artois avec 50 places pour ses personnels habitant Versailles, et 10 places mises à la disposition de la ville,
- deux crèches privées d'entreprises qui représenteront au moins 50 places pour les résidents versaillais.

Dans ces conditions l'offre augmenterait de 6.3% à 1845 places.

Essor de Versailles propose que la crèche du Chat Botté soit conservée sans déménager dans la nouvelle crèche de Richaud ; ne ratons pas cette rare opportunité, qui permettrait d'offrir 160 places supplémentaires et porterait le total à plus de 2000 places soit une augmentation de +16%.

V comme vélo, V comme Versailles et Versailles Grand Parc

A l'heure d'un nouveau Plan Local de Déplacements, Essor de Versailles s'interroge sur la place du vélo à Versailles et sur le périmètre de Versailles Grand Parc.

1 - Versailles

Depuis 3 ans, des aménagements cyclables importants viennent d'être réalisés dans la ville, notamment :

- les pistes cyclables des boulevards du Roi et de la Reine, de l'avenue de Paris (en voie d'achèvement),
- des doubles sens-cyclables visant à faciliter les cheminements à l'intérieur des quartiers ont également été créés,
- des sas vélos.

En moyenne de 2008 à 2010, les dépenses annuelles d'investissement de la ville pour les circulations douces (yc aménagements urbains associés) sont de 1,2 M€ dont 0,4M€ de subventions (principalement région & département). Pour apprécier les résultats de la politique vélo de la ville sur les déplacements (tous modes), il est temps de compter les cyclistes. **Essor de Versailles demande la création de deux campagnes systématiques de comptage des vélos dans les principaux quartiers de la ville tous les 2 ans (à l'exemple de Toulouse) à des heures différentes de la journée.** L'enquête permettrait de parfaire les aménagements cyclables, d'améliorer l'existant et d'en développer de nouveaux.

Quatre actions à envisager pour développer l'usage du vélo dans Versailles :

- **Lutter contre le vol des vélos par une politique active de marquage de vélo.** Le conseil général met à la disposition des collectivités une machine permettant le marquage des vélos par code gravé dans le cadre (Bicycode). Le bicycode permet de retrouver le propriétaire d'un vélo volé et abandonné et a un effet dissuasif s'il est combiné à un bon antivol en U. Essor demande à la mairie de Versailles d'organiser une journée « Marquage de mon vélo »

- **Faciliter le stationnement des vélos et celui des deux roues-motorisées :** avoir une place pour se garer incite à l'utilisation d'un mode de déplacement. La réalisation de 150 places supplémentaires de vélo, aujourd'hui décidée par la ville devrait permettre d'éviter les débordements de stationnement vélo aux abords des commerces et des gares. La cohabitation des vélos et des deux roues motorisées (2RM) s'en trouvera t'elle améliorée si par ailleurs, aucune place de parking supplémentaire n'est prévue pour les 2 RM. Ainsi, la création du parking souterrain du boulevard de la Reine n'a donné lieu à aucune création de place de parking en surface pour les 2RM en lieu et place des véhicules. L'avantage des parkings motos sur la chaussée à l'approche des traversées piétonnes est reconnue car il augmente la visibilité des automobilistes.

- **Promouvoir des actions pédagogiques** sur l'utilisation de double sens cyclables, réglementation souvent mal comprise par les automobilistes et les piétons, obligatoire en zone 30 sauf disposition contraire, sur les rues à sens unique

- **Faciliter la circulation des vélos par la mise**

en place de tourne à droite aux carrefours à feux. Cet aménagement vient d'être autorisé par décret n°2010-1390 du 12 novembre 2010. Ainsi, le maire pourra sous certaines conditions autoriser les cyclistes à franchir le feu rouge afin de poursuivre leur cheminement dès que le panneau idoine aura été introduit dans le code de la route. Essor demande au maire de lancer la procédure d'expérimentations de tourne à droite aux carrefours qui présentent des conditions de sécurité (peu de piétons, bonne visibilité), par exemple aux carrefours suivants :

Rue Ste-Geneviève/ Boulevard de la Reine,
côté église Notre-Dame (2 feux)
Rue Royale / Rue d'Anjou (4 feux)

2 - Versailles Grand Parc

En 2006, dans le cadre du schéma directeur des circulations douces (voir **carte couleur p. 14**), Versailles Grand Parc prévoit l'aménagement, essentiellement à usage de loisirs, de 6 boucles de voies vertes sur 90 km (itinéraires en site propre partagés par des utilisateurs non motorisés (piétons, joggers, cyclistes, rollers, personnes à mobilité réduite) : il s'agit d'assurer une continuité cyclables entre les communes avec en ligne de mire le château. Ces itinéraires traversent des forêts et des zones agricoles et continuent en lisières d'agglomération.

Aujourd'hui, si on exclut la ville de Versailles, seuls 10 kms ont été aménagés. Versailles Grand Parc intervient auprès des communes par des subventions qui représentent 16% des engagements financiers avec un plafond fixé à 80 000 € par km et en assure la maîtrise d'ouvrage. Les communes n'ont pas le même niveau d'implication et donc de priorité dans les aménagements cyclable et pédestre. Depuis 2006, 4 communes (Versailles, St-Cyr, Toussus-le-Noble, Viroflay) ont bénéficié du soutien de Versailles Grand Parc. La priorité aujourd'hui de VGP est d'identifier les points durs (intersections, déclivité trop forte), de démarrer la signalétique et le jalonnement des boucles cyclables. Pour accélérer la réalisation des boucles, VGP a augmenté la subvention à 25% de la dépense plafonnée à 100 000 € par km. Buc a inscrit la boucle 4 dans son schéma de circulations douces avec quelques modifications, Jouy travaille aujourd'hui sur des éléments de la boucle 5.

Sur un périmètre plus large, on attend en février 2011, le vote par les communes appartenant au syndicat mixte du bassin de déplacement de la région de Versailles le vote du plan d'action du

PLD. Pour la partie circulations douces, il y aura des propositions de maillage d'itinéraires cyclables à vocation plutôt utilitaires.

L'insécurité routière

En 2010, on note une augmentation des accidents enregistrés à l'hôtel de police de Versailles

Année	accidents	Blessés légers	Blessés graves	Morts
2000	248	270	33	1
2001	220	201	17	4
2002	176	178	22	1
2003	159	145	29	1
2004	147	151	34	0
2005	150	141	21	1
2006	141	135	28	1
2007	130	123	17	2
2008	124	106	11	2
2009	99	88	6	3
2010	142	60	18	2
Total (11 ans)	1736	1598	236	18

Source : Commissariat central de Versailles

et surtout des blessés graves. Parmi les accidents, 50% conduisaient des deux roues motorisés et 29% étaient des piétons , ce qui renforce des tendances passés . 59% des accidents se produisent durant les cinq mois de mai, juin et de septembre à novembre. Quant aux voiries concernées, 42% se concentrent sur 9 d'entre elles ; par ordre décroissant , ce sont les avenues ou rues : Foch (14), de Paris (12 mais sur une grande longueur), Royale (7), des Chantiers (7), de la Paroisse, Europe, de la République, des réservoirs et la RD 91.

Le stationnement à Versailles

La ville de Versailles offre 20 000 places de stationnement dont 3900 en parkings payants, 8943 payantes sur voirie et 7 122 places gratuites sur voirie. La ville gère les parkings de surface sauf celui de l'Europe et a concédé les autres parkings à 3 sociétés. A noter que le parking de la Place d'Armes, sis sur un terrain du Château, représente 3 millions d'euros de recettes pour la ville et que les recettes du stationnement sur voirie reviennent aux concessionnaires dans le voisinage des parkings de la Cathédrale et du boulevard de la Reine pour rembourser les coûts de construction qui sont prohibitifs. Essor de Versailles approuve les nouvelles règles proposées dans le Plan Local d'Urbanisme qui

stationnements	nombre
Ave de Sceaux	560
Chantiers	370
Place d'Armes- autos	582
Place d'Armes- cars	170
Europe	250
Parkings de surface	1 932
Saint-Cloud	450
Notre-Dame	700
Cathédrale	328
Grand Siècle	90
Bd de la Reine	400
Parkings souterrains	1 968
Total parkings	3 900
Payant sur voirie	8 943
Total payant	12 843
Gratuit sur voirie	7 122
Total général	19 965

tendent à diminuer les places de parkings dans les immeubles de façon à ne pas attirer des trafics automobiles supplémentaires.

Réflexion sur le nouveau Plan local d'urbanisme

Versailles doit être une ville ouverte à tous où les quartiers puissent se traverser et se relier par des itinéraires à circulation douce et non une juxtaposition de quartiers barricadés pour vivre entre soi et avoir la paix. Un exemple : Montbauron où deux sentes ont été proposées et immédiatement sont contestés par certains habitants.

L'UVSQ : Une université d'excellence qui fête ses 20 ans



Bonnes nouvelles d'une des meilleures universités de France qui compte aujourd'hui 18000 étudiants.

Pour ses 20 ans, l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines fait son entrée dans le club très fermé du « classement de Chang- Hai » des 500 meilleures universités et écoles dont 22 en France, au même rang que l'Ecole des Mines de Paris, l'Ecole Normale Supérieure de Lyon et l'Université de Rennes 1 (classement ci-après). Se trouve ainsi confirmée le haut niveau de « notre » université qui est d'ailleurs dénommée «University of Versailles!»! Deux récompenses récentes ont honoré l'UVSQ : le prix Nobel de la Paix décerné au Groupement International pour l'Etude du Changement Climatique dont le vice-président est le Professeur Jouzel et la médaille d'Or du CNRS, la plus haute récompense française

France

National Rank	Institution Rank	World Rank	European Rank
1	Pierre and Marie Curie University - Paris 6	39	6
2	University of Paris Sud (Paris 11)	45	10
3	Ecole Normale Supérieure - Paris	71	21
4	University of Paris Diderot (Paris 7)	101	34
4	University of Strasbourg	101	34
6	Joseph Fourier University (Grenoble 1)	151	57
6	University of Paris Descartes (Paris 5)	151	57
8	Claude Bernard University Lyon 1	201	75
8	Ecole Polytechnique	201	75
8	Industrial Physics and Chemistry Higher Educational Institution - Paris	201	75
8	Paul Sabatier University (Toulouse 3)	201	75
8	University of Montpellier 2	201	75
8	University of the Mediterranean (Aix-Marseille 2)	201	75
14	Henri Poincaré University (Nancy 1)	301	124
14	University of Bordeaux 1	301	124
14	University of Nice Sophia Antipolis	301	124
14	University of Paris Dauphine (Paris 9)	301	124
14	University of Provence (Aix-Marseille 1)	301	124
19	Ecole Nationale Supérieure Mines - Paris	401	169
19	Ecole Normale Supérieure - Lyon	401	169
19	University of Rennes 1	401	169
19	University of Versailles	401	169

décernée au Professeur Ferey qui est aussi devenu, membre du conseil d'administration de l'Etablissement Public de Paris-Saclay.

Alors, une fois de plus, beaucoup se sont étonnés -à juste titre- de ne voir aucun représentant de la Ville de Versailles à la séance des vœux où nous étions présents comme tous les ans (depuis la soirée-débat organisée avec l'université et la ville en 2006). Ces vœux ne sont pas seulement protocolaires : c'est l'occasion de présenter, devant toutes les Collectivités et tous les acteurs économiques, le rapport d'activité et surtout les projets d'avenir foisonnants de l'Université. Personne n'a évoqué les logements étudiants de Versailles, ni le programme « Le Vivant et la Ville ». Pourtant la ville avait bien renoué avec l'Université.

« Quel pays sommes-nous pour accepter ces files d'étrangers ? »

La file des étrangers de la préfecture de Versailles ne cesse de grossir. Cette année, on a battu deux records : 325 personnes un matin dans la file depuis la porte d'entrée avenue de l'Europe jusqu'à la place André Mignot devant le Conseil Général et 15h, l'heure d'arrivée la veille pour entrer le premier le lendemain à 8h45 après 17 heures d'attente !



Pourquoi ? "Ça fait 5 fois que je viens" déplore un homme en colère; dans ce cri, tout est dit.

Dans la file qui se forme en général vers 21 heures, certains dorment sur des cartons à même le sol dans un duvet ou dans l'abribus... quand ils ne sont pas délogés. On trouve, bien sûr, beaucoup d'africains comme ce médecin de l'hôpital Mignot qui a fait la queue durant la nuit et qui part précipitamment car on vient de l'appeler au téléphone pour une urgence. On trouve aussi cette mère avec son bébé qu'on laisse parfois entrer avant les autres. On trouve aussi cet étudiant américain qui vient pour la troisième fois et qui ne peut toujours pas s'inscrire à l'Université de Versailles-St-Quentin.

Contrairement à ce que certains prétendent, on ne vend pas les places dans la file ; au contraire, on tient une liste selon l'ordre d'arrivée, de sorte que les « attendants » puissent aller se réchauffer de temps en temps dans la voiture de l'un d'entre eux ou aller satisfaire un besoin naturel un peu à l'écart. D'après la liste tenue le 25 octobre, il y avait 93 personnes à 2h du matin.

A l'intérieur, allez compter, il y a 16 guichets « étrangers » numérotées de 15 à 31 mais seuls 4 ou 5 sont tenus : un quart ! Interrogée au Conseil Général en juin sur la file des étrangers, la préfète a déclaré notamment : « Le nombre d'étrangers qui se présentent a augmenté de plus de 30 % en deux ans, et un certain nombre de ceux qui s'adressent à nous viennent des autres

départements d'Ile-de-France, car il est connu qu'ils sont mieux accueillis dans les Yvelines qu'ailleurs. Donc nos conditions d'accueil sont « moins pires », ce qui explique l'augmentation du public à accueillir. » et « D'autre part, nous avons eu un problème lors du passage au nouveau système informatique, plus sécurisé, pour le renouvellement des cartes grises. Le démarrage a été lent, les défaillances nombreuses l'an dernier. ». Mais la file « française » ne dépasse jamais quelques mètres à l'approche de l'ouverture. Il n'y a pas de comparaison.

A l'occasion du débat sur la cinquième loi immigration (en 7 ans), lors de la deuxième séance du 29 septembre, M.Pinte député UMP de Versailles, a évoqué la file d'attente des étrangers à la préfecture de Versailles :

« - M.Pinte: quel pays sommes-nous pour accepter ces files d'étrangers arrivés souvent en pleine nuit dans la pluie et le vent, bientôt dans le froid? - Mme Greff: Il ne faut pas exagérer !

- M.Pinte: Excusez-moi mais je passe tous les matins devant la préfecture des Yvelines pour aller prendre mon train et depuis des années je vois des dizaines et des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants, qui ont attendu parfois toute la nuit , pour essayer d'être reçus.

- Mme Greff : **mais il ne fait pas froid tous les matins !** [sic] »

Echange d'anthologie. M.Pinte a voté contre la loi proposée par M. Besson.

Seule mesure d'amélioration temporaire durant les périodes d'alerte "grand froid": les étrangers ont pu entrer dans la préfecture dès 6h30 (au lieu de 8h45).

Un audit a été réalisé en septembre dernier, sans résultat. La préfète, qui vient d'être promue Préfète de la Région Bourgogne, a reconnu que « c'est le dossier où elle ressent une certaine forme d'insatisfaction. On se trouve dans une situation où les contraintes matérielles ne permettent pas de travailler dans des locaux adaptés ». Selon elle, « Il y a trop de points de contrôle [des dossiers de demande de papiers NDLR]. Il faut simplifier tout cela et délivrer les titres plus vite. Quitte à revenir dessus après, si des petites erreurs, qui bloquent actuellement les choses et qui ne sont pas majeures, sont constatées. Il faut organiser un pré-accueil. Toute cette file doit prendre fin rapidement ».

Les citoyens commencent à se mobiliser de tous côtés. Réseau Education Sans Frontières RESF qui défend les familles menacés d'expulsion dont les enfants sont scolarisés en France et le Cercle de silence de Versailles qui rassemble plusieurs associations d'inspiration chrétienne ou non

mènent des actions régulières pour améliorer l'accueil des étrangers demandant des titres de séjour. Certains ont évoqué timidement une protection contre la pluie mais ont vite renoncé devant les difficultés, notamment les prescriptions d'urbanisme du secteur sauvegardé.

Pour sa part, Essor de Versailles propose de reporter l'accès par derrière en laissant ouverte la grille de la place André Mignot, ce qui ne devrait pas engendrer un problème de sécurité insurmontable avec quelques aménagements. Alors, un auvent entre les bâtiments B et C de la préfecture pourrait être installé.

Lundi 10 janvier, les élèves de 1ère de l'aumônerie du Lycée St-Jean-Hulst ont distribué café, thé et pain frais et ont touché du doigt les problèmes de rétention, d'expulsion, de peur au ventre et de fatigue. Bravo.

La Ville de Versailles décide de soutenir les associations de solidarité internationale

Dans notre n° de 2009 nous regrettons que la Ville ne développe pas plus ses relations avec les pays du Sud, que ce soit dans le cadre d'actions directes ou en accompagnant des initiatives prises par des associations locales.

Le seule action directe réside dans la coopération avec une association fondée par des agents de la Ville employés au service de la propreté urbaine originaires de la région de Gouméra au nord ouest du Mali. Un projet d'adduction d'eau et d'assainissement desservant plus de 8000 habitants avait été élaboré en 2007 associant la Ville de Gouméra, la fondation Veolia, l'ESSEC et susceptible de bénéficier d'une aide de l'agence de bassin Seine Normandie. Ce projet aurait permis à la Ville de s'inscrire dans les dispositions de la loi Oudin-Santini qui autorise les communes à consacrer 1% de leur budget d'assainissement à des programmes de coopération. En fait ce projet n'a jamais vu le jour et est toujours en attente. Qu'est ce qui empêche de le relancer ?

En revanche les choses commencent à bouger avec les associations. Faisant le constat qu'il existe de nombreuses initiatives prises par des versaillais dans le domaine de la solidarité internationale et que ces actions sont fort peu connues, nous avons rencontré début 2010 les 13 associations initiées ou animées par des versaillais et ayant leur siège à Versailles (tableau).

De cette enquête ressortent plusieurs points :

- une orientation privilégiée en direction des jeunes: formation, éducation, santé, nutrition,
- un intérêt pour le soutien à la création d'activités

Associations	Pays	Objectifs et actions
ASIE 1 - SIPAR	Cambodge	lecture, bibliothèques
2 - ANAK	Philippines	enfants des rues
3 - Enfance Avenir Partenariat	Vietnam	construction d'orphelinats
4 - Aide aux montagnards du Vietnam	Vietnam	education des minorités
5 - Les amis de Van,	Vietnam	Béatification de Van
6 - Movamal	Georgie	parrainages enfants en difficulté
AFRIQUE 1- ORION	Niger	villages touaregs
2 - ASFODEVEH	10 pays	education, sub sahariens
3 - Alternative Solidarité	Bénin	micro-économie construction : une école, un orphelinat
4 - SESAKINOULO	Burkina-faso	éducation
5 - Versailles Afrique	Rep. Dem. du Congo	construction d'écoles, bourses
6 - Ass. Fernand Prevost	Madagascar	Internat de Versailles Séjours Madagascar
Inter-Aide	Afrique Asie Haïti	60 programmes de développement

génératrices de revenus,

- la volonté de financer ou de prendre en charge des projets concrets en développant des relations de confiance et de partenariat avec des correspondants locaux.

- l'inscription de ces projets dans la durée.



A la suite de cette enquête et sur notre proposition, la Ville a organisé avec nous une rencontre destinée à ces 13 associations le samedi 11 décembre. Le Maire était présent ainsi que plusieurs adjoints et conseillers municipaux. Les 13 associations participaient toutes à cette réunion, ce qui montre bien l'intérêt suscitée par notre initiative.

Après une présentation par chaque association, des échanges ont eu lieu.

Plusieurs points ont été évoqués :

- la nécessité de se faire mieux connaître auprès des Versaillais : articles dans le journal de la Ville, participation à la semaine de la solidarité, participation groupée au forum des associations, manifestations dans les maisons de quartier, conférences débat sur le développement permettant de mettre en avant le rôle des associations, contacts avec les établissements d'enseignement (secondaire et supérieur).

- la possibilité de créer un collectif des associations versaillaises de solidarité internationale, ce

qui permettrait d'avoir une assise plus large, de pouvoir mutualiser des moyens, d'organiser des échanges et surtout de rechercher ensemble des financements auprès de grandes entreprises par exemple sous la forme d'un « Mécénat des Entreprises de Versailles pour la Solidarité » dans le cadre de leur programme de Responsabilité Sociale d'Entreprise, élément de leur rapport Développement Durable .

La Ville s'est engagée à poursuivre la démarche engagée: une action positive à laquelle nous nous continuerons à nous associer.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE VERSAILLES GRAND PARC

La communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc constitue le cadre le plus adapté pour piloter un projet économique d'importance et c'est bien une des compétences qui lui a été transférée. Un tel transfert de compétence prend naturellement du temps : il s'agit de vaincre les habitudes de territorialité encore bien ancrées sur chacune des communes de la communauté d'agglomération.

C'est pourquoi, Essor de Versailles a rencontré la plupart des interlocuteurs ayant une responsabilité opérationnelle ou morale dans le domaine du développement économique de Versailles Grand Parc et est reconnaissant de la qualité de l'accueil reçu et des données ou analyses exprimées.

Les 14 maires de VGP ont également été systématiquement interrogés, ainsi que l'O.I.N. du plateau de Saclay.

Le développement économique à l'échelle du territoire élargi à VGP se définit par une politique d'aménagement du territoire, une politique d'identité plus affirmée du territoire et un pilotage du développement économique associé à des moyens « ad hoc », à un Schéma Directeur et à une animation forte .

1 - Une politique d'aménagement du territoire

La Communauté d'agglomération de Versailles-Grand Parc s'efforce de conquérir de nouveaux territoires :

- « **libérés** » par le retrait militaire sur Versailles (Caserne Pion - 20ha, Caserne d'Artois - 1,1ha, une partie de Satory avec notamment la zone dévolue à MOVEO - 20ha, ou sur le Parc d'activités de NEXTER Est - 11ha) ou Saint-Cyr-L'Ecole (Caserne Renard - 24ha).

- « **arrachés** » à leur déshérence (Hôpital Richaud - 2ha ou Europe - 1ha

- « **valorisés** » par le réaménagement de la Gare de Versailles Chantiers (ZAC- 53ha) ou encore

du Val de SYGRIE sur Bièvres (ZAC – 30ha)
- **«régénérés»** dans le cadre du développement économique : Zones d'activité de la Croix Bonnet - 50ha à Bois d'Arcy, Parcs d'activité de BUC-60ha- et « Airparc » -5/6ha à Toussus Le Noble
Autant d'espaces à aménager, autant d'opportunités de développement économique.

2 - Une politique d'identité du territoire

Le développement économique ne se réduit toutefois pas à l'aménagement du territoire: une dynamique du développement se construit sur l'identité clairement affirmée du territoire, identité qui, en même temps, permet de créer l'effet de levier nécessaire au développement. A ce jour, le développement économique s'articule autour de plusieurs pôles constitutifs de l'identité de Versailles Grand Parc :

- **La Recherche & Développement appliquée à la «voiture intelligente»** de demain, R&D promise dans le cadre du Pôle de compétitivité MOV'EO et des laboratoires de recherche associés sur le plateau de Satory

- **«Le Vivant et la Ville»**, qui structure une ingénierie écologique au service des enjeux urbains avec la perspective de pouvoir à l'avenir constituer une grappe d'entreprises s'appuyant d'ores et déjà sur un solide noyau avec l'Institut national de recherche agronomique (INRA), le groupe Veolia Environnement, l'Université de Versailles Saint-Quentin et sa Fondation partenariale Fondaterra,

- **La culture**, notamment musicale et théâtrale ainsi que, de façon plus large, le tourisme et l'artisanat d'art...

3 - Un pilotage du développement économique

VGP s'est dotée d'un pôle d'animation relatif au développement économique au sein duquel est mis en œuvre un marketing du territoire et sont pilotées dans le cadre d'un schéma directeur pluri-annuel les créations et implantations d'entreprise.

Plusieurs principes sont retenus, notamment dans la vocation des espaces de plusieurs hectares.

- Principe de **mixité activité économique/ habitations**

- Principe de **mixité sociale**

- Principe d'amélioration de la **qualité de vie**
Cependant, VGP est, pour partie, située dans un « no man's land » du développement économique, entre les 2 Opérations d'Intérêt National (O.I.N.) qui encadrent, telles 2 « mâchoires » le périmètre de la communauté d'agglomération :
- L'O.I.N. Seine Aval sur le Mantois et la vallée de la Seine
- L'Etablissement public de PARIS-SACLAY

EPPS, acteur de l'O.I.N. du plateau de Saclay dont le centre de gravité est sur l'Essonne, tout en intégrant Satory et les communes de Jouy en Josas, Buc, Bievres et Toussus le Noble....

- et entre les deux pôles déjà très actifs de St-Quentin - en-Yvelines et de Vélizy-Villacoublay.

Diagnostic & perspectives

Nous classerons notre analyse en 3 axes :

- **multiplicité et imbrications des acteurs et organismes concernés,**

- **projets de développement de court et de moyen terme,**

- **projets de développement à long terme**

1 - Multiplicité et imbrications des acteurs et organismes concernés

VGP n'échappe pas à la complexité habituelle dans notre pays des rôles et des acteurs en matière de développement économique: multitude de communes, Chambres consulaires, Département et Région, DATAR...Une complexité encore accrue par l'existence de 2 acteurs d'exception : le Château et l'EPPS qui gèrent l'O.I.N. du plateau de Saclay dans le cadre du projet du Grand Paris.

La Direction du Développement économique de VGP est encore dans sa phase d'initialisation et ne dispose pas des moyens nécessaires à la réalisation de ses ambitions. Le fait d'avoir des structures enchevêtrées n'est pas nécessairement un obstacle, c'est une donnée.

En outre, le périmètre de VGP continue de s'accroître. Des communes de la plaine de Versailles, Bailly, Noisy le Roi et Renne-moulin viennent de rejoindre la Communauté d'agglomération début 2011.

D'ici à 2013, 2 communes d'importance Vélizy-Villacoublay et Le Chesnay pourraient décider leur rattachement à VGP dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales ce qui créerait, en matière de développement économique, un changement d'échelle. L'élargissement de VGP et notamment l'intégration de villes telles que Vélizy-Villacoublay ou Le Chesnay exigeront une clarification des missions entre les services de la Ville de Versailles et la Direction du développement économique sur le territoire de la Communauté d'agglomération.

VGP aurait ainsi la complète prérogative de promouvoir le développement économique. L'organisation de la Direction du développement économique sera sans doute reconfigurée en application des principes suivants de :

- l'unicité de la responsabilité du développement économique,

- la désignation, le cas échéant d'un chef de projet pour un projet d'importance à l'exemple de Satory
- l'interlocuteur unique pour des candidats à l'investissement.
- la décision exogène du Grand Paris et de l'établissement public de PARIS-SACLAY, acteur de l'OIN du plateau de Saclay dans leur plan d'aménagement. VGP doit donc veiller à la cohérence entre ses axes de développement et les décisions de l'OIN du plateau de Saclay et les projets de Grand Paris, notamment en matière de transport.

2 - Le développement économique à court terme

VGP a globalement les moyens de satisfaire les demandes en cours ou futures. Une palette de choix s'offre aux investisseurs. Des disponibilités existent à Buc, Les Loges en Josas, Toussus le Noble, Bievres, et dans une moindre mesure à Satory ...

La carte jointe (p.15) présente les zones d'activité vers lesquelles les projets d'implantation d'entreprise sont susceptibles d'être guidés en fonction de l'échéance souhaitée par l'investisseur.

Dans la ville de Versailles, plusieurs projets importants sont en cours ou déjà définis : RICHAUD (élément important pour la localisation des activités près d'un cadre de vie de très haute qualité recherché par des dirigeants), CHANTIERS, ainsi que nombre de projets destinés à améliorer la vie quotidienne des citadins et qui ont fait l'objet d'une communication publique par la Municipalité de Versailles.

Sur le plan du volontarisme affiché, l'initiative de la **PEPINIERE D'ENTREPRISES** doit se concrétiser début 2012, soit une inauguration différée d'un an en raison d'aléas relatifs au financement et au choix des entreprises. Dans notre dossier publié l'an passé, nous avons consacré un article au projet de pépinière d'entreprises de VGP qui doit être réalisé par dans le quartier de Moser. L'ouverture de cette pépinière était initialement prévue pour le printemps 2011.

Les questions que nous posons l'an dernier sur la **PEPINIERE** restent pleinement d'actualité :

- Comment assurer l'intégration de cet équipement dans le quartier de Moser qui comprend près de 700 logements sociaux ? Quel impact en termes d'image, de retombées économiques, d'emploi ?
- Une concertation avec les bailleurs, les habitants, les commerçants de la place d'Isigny est indispensable.
- Quel type de créateur, quel domaine d'activités

privilégier : innovations technologiques, « le vivant dans la ville », essaimage des travaux de recherche effectués dans les laboratoires présents sur le territoire de VGP : UVSQ, INRA, INRIA...?

- Comment mettre en place une gestion et une animation dynamiques ? Quels services mutualisés ? Comment organiser le parrainage ?

- Comment faire en sorte que cette pépinière devienne un lieu d'animation et d'information sur la création d'entreprise et aussi le prototype d'autres pépinières sur le territoire de VGP ?

L'implantation d'une pépinière d'entreprise doit se concevoir comme un maillon d'appui à la chaîne de la création d'entreprise. Nous devons porter notre vigilance sur le devenir des entreprises qui après avoir bénéficié des services de la Pépinière durant près de 2 ans ne se concrétiserait pas par une implantation pérenne sur le territoire de VGP.

L'expérience de l'INRIA (institut National de Recherche en Informatique et Automatique) pourrait être mise à profit. Pour favoriser l'essai-essimage des résultats de la recherche il a créé des filiales pour accompagner les chercheurs en matière de financement et de management.

3 - A moyen terme, les zones d'activité recensées constituent un atout indiscutable et la problématique de leur vocation doit s'analyser site par site.

Outre, les projets de la **Z.A.C. des Chantiers et de l'Hôpital Richaud** sont en effet concernés :

- SATORY :

Les parcelles gérées par SOGARIS, la compagnie de PHALSBURG et NEXTER (zone Est) permettent de satisfaire les demandes à venir, et ceci est sans compter sur le potentiel de long terme évoqué plus loin.

- LA CROIX BONNET à BOIS D'ARCY

Il s'agit de la Zone d'Activité communément appelée ZA de « Leroy Merlin ». Elle est assez excentrée à l'Ouest, mais pleine de potentiel et excellentement desservie par le réseau routier.

- SANTOS DUMONT à SAINT CYR

Il semblerait que, compte tenu d'un contentieux judiciaire initié par une association liée à l'aéroport de Saint Cyr, l'aménagement de cette Zone d'Activité de 9 ha soit fortement hypothéqué.

Des projet(s) liés à l'Université sont susceptibles d'être plus largement développés :

Le considérable projet du campus de SACLAY a concentré l'essentiel des projets de développement en relation avec l'Université de VERSAILLES Saint-Quentin. Les retombées des tra-

vaux post universitaires, notamment les « théoriciens » de disciplines scientifiques, producteurs de brevet(s) sont susceptibles de constituer une source de création d'entreprise avec l'appui d'une aide de V.G.P. La pépinière d'entreprise ne suffit pas, il faut une aide ciblée. Des exemples peuvent être cités : Romainville (BIOCITEC) pour les « start ups » des domaines de recherche médicale ou l'appui à la création d'entreprise de l'Ecole de Physique et Chimie de Paris, ou également de Sophia Antipolis. Au-delà de la question financière cette animation dans l'aide à la création d'entreprise traduit la compréhension des mécanismes de création des « start-ups » et de la force entrepreneuriale.

L'aide de l'Université et sa coopération sont fondamentales pour promouvoir cette dynamique de la création des « start-ups » et l'Université de Versailles St Quentin peut en être le réacteur.

4 - Le développement économique à long terme

Celui-ci doit être conçu en fonction des réserves foncières et de la vocation de chacun des territoires concernés. Toutefois, il est nécessaire de ne pas gâcher des opportunités futures par pur opportunisme de court terme.

- **SATORY à VERSAILLES** (p.13) : l'ancrage du pôle de compétitivité automobile progresse.

Les implantations à Satory

1 - L'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité, 17 unités de recherche sur cinq sites et 500 personnes) a installé en juin 2009 l'un de ses deux sites franciliens au sein de Mov'eoTec. Il dispose de trois parcelles à Satory. Outre le transfert des équipements scientifiques d'Arcueil à Satory, il a investi 1,7 M€ dont la moitié est financée par le Conseil Général des Yvelines.

Les principaux laboratoires de recherche sont :

- Laboratoire sur les Interactions Véhicules-Infrastructure-Conducteurs - LIVIC pour améliorer la sécurité grâce aux assistances à la conduite.

- Laboratoire de Psychologie de la Conduite pour identifier et d'analyser les principaux déterminants des comportements des usagers de la route.

- Laboratoire des Technologies Nouvelles en ce qui concerne l'énergie embarquée et les transports guidés et urbains.

- Laboratoire de Mesure de la Mobilité Coopérative (Systèmes véhicule - infrastructure - conducteur). Infrastructure-Conducteur).

2 - L'E.S.T.A.C.A. (Ecole Supérieure des Techniques Aéronautiques et de Construction Automobile) est appelée à une double implantation : projet Campus à SACLAY et SATORY pour l'achèvement des études.

Mais MOVEO, la seule ambition clairement déclarée aujourd'hui, ne saurait être le seul vecteur de développement pour Satory.

Deux études actuellement en cours devraient clarifier les contraintes qui compliquent les opérations d'aménagement de SATORY.

La première étude concerne l'opportunité de conserver ou non, le cas échéant en les réduisant, les pistes d'essai actuelles. Sans préjuger du résultat de l'étude, ESSOR a le sentiment qu'à une époque où les moyens d'essai intègrent des simulateurs, nul n'est besoin d'une telle surface pour le projet MOV'EO, surtout sur des terrains à haute valorisation comme c'est le cas à Satory.

La deuxième étude, dite de programmation urbaine doit donner ses conclusions au cours de l'été 2011. Toutefois, la vocation d'un territoire ne peut se définir de façon trop rigide et résulte le plus souvent empiriquement des candidatures qui s'exprimeront.

Rappelons seulement l'exemple du GIAT qui, malgré des financements publics colossaux n'a pas pu ou pas su développer dans son secteur une coopération industrielle.

Un risque se dessine : Satory est un poumon de long terme pour VGP. Pourtant, il est administré par l'OIN de Paris Saclay qui risque d'être « dévoré » pendant plusieurs années par la mise en place du campus de Saclay et SATORY passerait en « deuxième urgence ». Il est donc de la plus haute importance qu'une réflexion approfondie sur Satory ait lieu.

- **LA CROIX BONNET à BOIS D'ARCY** :

D'une surface de 50 Hectares, cette zone d'activité est l'une des plus importantes de VGP

- **LES MATELOTS-MORTEMETS** (schéma p. 13)

La municipalité et l'établissement du Château se sont associés en qualité de commanditaires d'une étude de préfiguration relative à la reconversion de cet espace important aujourd'hui propriété du Château et/ou pour partie concédé à la Défense.

Parmi les perspectives de reconversion du site, le projet de transfert de ROLLAND- GARROS a été présenté le 8 janvier à la Fédération du Tennis Français par les quatre partenaires de la Ville, du Château, du Conseil Général et de l'Etablissement Public de Paris Saclay. La décision devrait être connue le 12 février 2011.

Essor de Versailles a, dans son dossier de l'année dernière, émis des propositions relatives à la reconversion de ce territoire important par sa surface (135 Ha) : une réflexion mériterait d'être développée sur l'axe de la création d'un ou plusieurs clusters réunissant post doctorants,

chercheurs et créateurs d'entreprise pour susciter des start-ups dans les domaines de la haute technologie.

- La caserne PION : Versailles Grand Parc étudie la création d'une « grappe » d'entreprises sur le thème « le Vivant et la Ville ». Nous souscrivons pleinement à cette exploration.

Dans le cadre d'une nouvelle politique de soutien à l'innovation des territoires, la DATAR se propose de promouvoir des réseaux d'entreprise, en majorité des P.M.E, pour développer leur synergie sur un champ d'activité convergent et a lancé un appel d'offres.

VGP possède un potentiel d'excellence dans les domaines de l'agronomie (I.N.R.A.) du paysage et de l'horticulture (l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage), de l'environnement et de l'urbanisme (l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Versailles) ...

L'organisation d'entreprises en réseau est d'ores et déjà acquise : une quarantaine d'entreprises avec en tête la Ferme de Gally et le Bureau d'études Sol et Paysage ont adhéré au réseau « Le Vivant et la Ville » .

Des atouts complémentaires sont proposés. Un laboratoire sera mis en œuvre sur l'actuel site de la caserne PION afin de pouvoir promouvoir les nouveaux développements du réseau « Le Vivant et la Ville ». Des partenariats importants seront finalisés, notamment avec l'Université Versailles Saint Quentin et sa fondation Fondaterra.

Versailles Grand Parc finalise sa réponse à l'appel d'offre de la Datar pour la reconnaissance d'une grappe dédiée au « Vivant et la Ville »

- La caserne CHARLES RENARD à SAINT - CYR - L'ECOLE offre un foncier très bien placé, à vocation probablement diversifiée.

Conclusions et préconisations

VGP possède pour l'avenir des atouts pour un développement harmonieux qui ne doit pas nuire à la qualité de vie des cités.

1. Sur le futur de Satory, il nous semble indispensable que soit rédigé, d'ici à fin 2011, un livre blanc qui reçoive l'aval, non seulement de l'Etablissement public de PARIS-SACLAY et du Ministère de la Défense, mais, aussi de VGP et de toutes ses composantes afin de sauvegarder la cohérence des orientations et d'éviter une marginalisation par rapport à Saclay. Il nous paraît également sage de penser que si MOV'EO est un projet intéressant, il n'apportera pas seul réponse

aux ambitions de la reconversion du territoire. Un « Monsieur SATORY » pourrait être utilement missionné, une fois finalisées les conclusions des 2 études en cours.

2. L'évolution du système des transports sera déterminante pour la dynamique souhaitable en matière de développement économique. le schéma retenu et notamment l'implantation d'éventuelles nouvelles gares dans le cadre du Grand Paris devra être subordonnée à des études techniques et socio-économiques approfondies. Nos premières réflexions nous conduisent à privilégier la gare des Chantiers, une nouvelle gare à Satory et un prolongement du tram-train de St Germain jusqu'à Versailles Chantiers.

3. Sur le contour du domaine du « Vivant et la Ville », Essor de Versailles attend avec impatience les résultats des analyses de la DATAR. Elle recommande de distinguer dès maintenant ce qui relève de son périmètre :

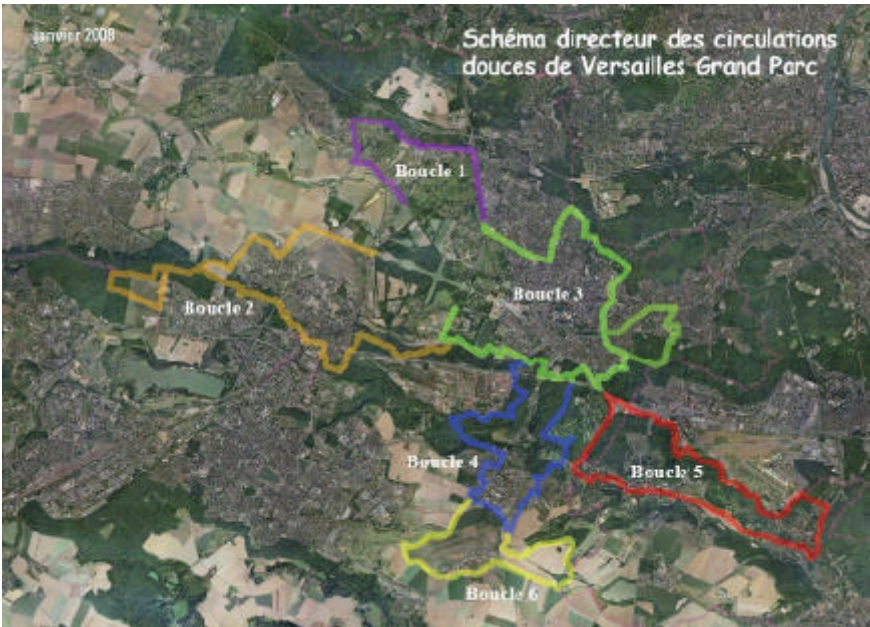
- hors du périmètre : tout ce qui est chimie ou biotechnologies conduisant aux sciences ou technologies médicales.
- dans le périmètre : les technologies du recyclage, de la valorisation des déchets végétaux (déchets verts, bois...), du paysage, des espèces végétales et de leur amélioration, de l'exploitation nouvelle d'extraits de plantes.

Notre enquête relative au développement économique à l'échelle de Versailles Grand Parc et de ses 190 000 habitants, traduit :

- les actions multiples dans le domaine de l'aménagement territorial et du développement économique ;
- un ciblage qui, trop souvent, reste insuffisamment construit par défaut d'alternative envisagée et d'absence d'analyses multicritères. Des opérations de « gré à gré » sont privilégiées, à l'exemple de la rénovation de l'Hôpital RICHAUD ;
- un choix dans l'aménagement qui est « opportuniste », à l'exemple du transfert de Roland-Garros sur le secteur des Matelots ; les demandes d'implantation sont guidées par VGP. En raison des terrains disponibles à court ou long terme.
- une vision du développement économique qui n'intègre pas assez les ressorts de la dynamique du développement, notamment dans l'articulation vertueuse entre la recherche et la création d'activité...

- une lisibilité récente et porteuse d'avenir sur 2 pôles de développement structurants :

« La voiture du futur et « Le vivant et la ville ».



[illegible]

VERSAILLES GRAND PARC (VGP) AUJOURD'HUI ET DEMAIN

1 - De la Communauté de communes du Grand Parc (9 communes) à la Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc (14 communes) aujourd'hui (schéma p.14)

La communauté de communes du Grand Parc est née quand plusieurs communes du district de Saclay ont voulu quitter celui-ci (Buc, Les Loges-en-Josas, Jouy-en-Josas et Chateaufort) : la loi leur imposait en effet de rejoindre une autre intercommunalité. Un accord de principe à 6 communes aboutit en 2000 avec Versailles et Viroflay. Le 1er janvier 2003, l'établissement public de coopération intercommunale EPCI est créé avec 9 communes autour de Versailles, reprises dans le tableau joint, Chateaufort renonçant finalement d'y adhérer suite à l'opposition des habitants exprimée dans un referendum local.

Dans une note du 3 janvier 2003, Essor de Versailles avait présenté «une analyse sans fard» de ce projet que nous jugions alors très minimaliste et menée de façon excessivement prudente.

Nous y déplorions :

- un périmètre incomplet, couvrant mal le bassin naturel de vie de l'agglomération de Versailles ; il ne comprenant en effet ni Le Chesnay, pourtant totalement imbriquée dans le tissu urbain de Versailles, ni Vélizy-Villacoublay, mais leur volonté de conserver leurs ressources fiscales importantes en taxe professionnelle explique ce refus d'adhérer.

- une adhésion sans enthousiasme ni conviction. Information en catimini et questions en conseil municipal à Versailles que Le Point présentait comme « l'une des grandes villes qui [...] ne délègue aucune compétence à un groupement de communes ». Retrait de Chateaufort. Pétition de 1000 signatures à Jouy-en-Josas pour demander un débat public.

- une dénomination contestable et peu porteuse, ce nouveau Grand Parc n'étant qu'un « substitut du halo d'histoire » puisque, au 17ème siècle, le Grand Parc englobait l'ouest du Château et non l'est.

- un choix et des champs de compétences a minima pour répondre aux termes de la loi de juillet 1999 sur l'intercommunalité. Notons, dès à présent, que le choix par les communes de déléguer une compétences ne préjuge pas de son

date	statut	nom	communes	vote	compétences
2003	Communauté de communes 9 communes	Grand Parc	Buc Fontenay-le-Fleury Jouy-en-Josas Les Loges-en-Josas St-Cyr-L'Ecole Rocquencourt Toussus-le-Noble Versailles Viroflay	1 commune =3 voix	<i>Obligatoires</i> Aménagement de l'espace Développement économique <i>Optionnelles</i> Environnement Logement et cadre de vie Déplacements
2004	10 communes		+ Bièvres		
sept. 2006		Versailles Grand Parc			
2007			+ Bois d'Arcy		
2010	Communauté d'agglomération 11 communes			1 commune = 3 voix + % de la population	Développement économique Aménagement de l'espace et déplacements Equilibre de l'habitat Politique de la ville Environnement Approvisionnement en eau Gestion des parkings communautaires Equipements culture et sport Aires pour les gens du voyage Fourrière animale
2011	14 communes		+ Bailly, + Noisy le Roi + Rennemoulin	1 commune = 2 voix % de la population sauf Rennemoulin 1 voix	

contenu effectif : l'intérêt communautaire de tel ou tel sujet doit être précisé par un vote des délégués intercommunaux.

- un régime fiscal peu efficace, basé sur des taxes additionnelles et non sur une taxe professionnelle unique TPU, qui aboutira à l'impasse financière constatée en 2009 et incitera à passer en communauté d'agglomération.

- et un mode de représentation et de gouvernement frisant le déni de démocratie avec le système uniforme « 1 commune = 3 délégués », donnant le même poids à Toussus-le-Noble qu'à Versailles malgré une population 120 fois plus importante !

La commune de Bièvres rejoint le Grand Parc en 2004. En septembre 2006, la dénomination devient Versailles Grand Parc VGP après la prise de conscience que l'ajout du nom de Versailles donnerait une bien meilleure visibilité à la Communauté de communes. En 2007, Bois d'Arcy - seule commune dirigée par un maire de gauche - rejoint VGP car elle n'avait pu entrer dans la Communauté d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines CASQY, en raison de la crainte des 7 communes de voir créer un déséquilibre pérenne au détriment de l'un des deux bords politiques de droite comme de gauche.

2010 est l'année du passage en Communauté d'agglomération CAVGP. Les 10 compétences choisies et précisées par vote du Conseil sont reprises dans le tableau joint. La fiscalité change doublement puisque CAVGP passe obligatoirement à la taxe professionnelle unique mais que cette TPU fait l'objet dans le même temps de la réforme en cours. Le système de représentation prend en compte la population (au sens « municipale » c'est-à-dire sans double compte des résidents rattachés à d'autres communes et non la population totale) selon la proposition faite par Essor de Versailles dans le numéro 11 de janvier 2010 et reprise par les maires.

Enfin VGP accueille trois nouvelles communes le 1er janvier 2011 : Bailly, Noisy le Roi et Renne-moulin et va adopter à cette occasion une nouvelle représentation des communes où le critère population sera renforcé « 2 voix par commune (au lieu de 3) + des voix selon le % de la population » et se rapprochera de la règle proposée par la loi de réforme des collectivités territoriales à défaut d'accord local (1 voix hors critère de population), ce qui reste le cas avec cette nouvelle règle. Cependant, Renne-moulin ne disposera que d'une voix en raison de sa très faible population municipale (141 habitants).

2) La géographie de VGP

La formation de VGP doit bien sûr beaucoup à la géographie dans toutes ses dimensions : physique, humaine, administrative, politique... Les deux **tableaux joints** (p. 20 et 21) présentent une analyse comparée des communes en matière de vie civique et de vie sociale. Ces caractéristiques expliquent les rapprochements des communes en une Communauté qui, petit à petit, resserre ses liens en déléguant des compétences à l'inter-communalité.

Géographie physique et infrastructures de transports structurantes

On peut distinguer 3 zones dans Versailles Grand Parc:

- entre la ligne de crête au nord parcourue par l'autoroute A13 et les plateaux de Satory et de Vélizy au sud, parcourues par la RN12 puis l'autoroute A86;

- . le cœur dense autour de Versailles, traversé par la RD10, la RD186 et l'autoroute souterraine A86 (ouverte complètement le 9 janvier 2011) et les lignes SNCF convergeant à Versailles Chantiers

- . la plaine de Versailles à l'ouest enserrée par deux arcs urbanisés de Bailly et Noisy le Roi au nord (RD307) et de St-Cyr, Bois d'Arcy et Fontenay-le- Fleury au sud (RD11 et lignes SNCF)

- la vallée de la Bièvre et le nord du Plateau de Saclay de Toussus-le-Noble à Bièvres (RD 446 et 117 et RER C).

Transports en commun

VGP coïncide exactement avec l'aire du réseau Phébus qui, cependant s'arrête à l'autoroute A12. L'adhésion des 3 nouvelles communes de Bailly, Noisy le Roi et Renne-moulin est justement motivée en partie par le désir d'une desserte par Phébus vers Versailles.

La SNCF dessert le sud de VGP par une étoile centrée à Versailles Chantiers avec 3 directions à l'ouest vers Chartres-Le Mans, Dreux-Granville, Mantes-Le Havre et bientôt 4 avec le tram-train de St-Germain à St-Cyr (ou Versailles) et 4 directions à l'est vers Paris-Montparnasse, La Défense, le RER C rive gauche par Invalides d'une part et par Massy et son pôle TGV d'autre part. Les terminus de Rive Droite et de Rive Gauche aboutissent respectivement à Paris-St-Lazare et à la rive gauche de Paris par une autre branche du RER C.

Collectivités territoriales encadrantes et structures territoriales concernant VGP

VGP est comprise dans un cadre territorial qui explique très largement sa composition :

- au sud les deux grosses communautés d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines CASQ, du Plateau de Saclay CAPS et la commune isolée de Chateaufort

- au nord et à l'est une multitude d'intercommunalités et trois communes isolées du Chesnay, Vélizy-Villacoublay & de Marnes la Coquette - à l'ouest des communes isolées sans intercommunalités, où des demandes d'adhésion à VGP se sont manifestées (Les Clayes-sous-Bois).

Par ailleurs, l'Opération d'Intérêt National OIN Massy Palaiseau Saclay Versailles St-Quentin-en-Yvelines recouvre Chateaufort, 6 communes de la CASQY et 6 communes du sud de VGP : Bièvres, Buc, Jouy-en-Josas, Les Loges-en-Josas, Toussus-le-Noble, Versailles.

Enfin, le périmètre d'intervention de l'Etablissement Public de Paris-Saclay EPPS inclut Le Chesnay et Vélizy-Villacoublay et VGP à l'exclusion de Bailly, Noisy le Roi et Renne-moulin.

Enseignement secondaire et enseignement supérieur

Dans VGP, l'enseignement public secondaire est assuré par 12 collèges publics des Yvelines dont 5 à Versailles et Igny pour Bièvres. Les lycées sont à Versailles (5), à St-Cyr-l'Ecole (3), au Chesnay (1), à Buc (Lycée franco-allemand), à La Celle St-Cloud (3) pour Bailly, Noisy le Roi et Renne-moulin et à Massy pour Bièvres. En dépit du relâchement de la carte scolaire, les rattachements des communes aux collèges et lycées constituent des liens forts, notamment à travers les liaisons de transport en commun.

L'Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines UVSQ a son siège à Versailles et des implantations à Versailles, à St-Quentin et à Vélizy-Villacoublay, sans compter Mantes et Rambouillet ; la majorité de son développement se passe en dehors de Versailles et notamment dans sa principale implantation à St-Quentin. Par contre, Versailles rassemble trois écoles supérieures (Paysage ENSP, Architecture ENSAV et Parfums ISIPCA) et la majorité des classes préparatoires ainsi qu'un centre du CNAM.

Circonscriptions électorales des députés et des conseillers généraux

VGP est représentée par 4 députés des Yvelines (Versailles nord-Viroflay et Versailles sud-Vélizy,

Le Chesnay-St-Nom-la-Bretèche, St-Cyr-Trappes) et par le député d'Orsay-Bièvres. Elle a 10 conseillers généraux : 3 pour Versailles et la Bièvre, 2 pour Le Chesnay et St-Nom-la-Bretèche au nord, 2 pour Viroflay et Vélizy à l'est, 2 pour St-Cyr et Montigny à l'ouest et Bièvres pour la commune de Bièvres.

Equipements culturels et sportifs

VGP possède 4 théâtres, 4 cinémas, 5 écoles et conservatoires de musique et 4 piscines

Zones d'activité économiques

Voir notre article sur le développement économique.

3) Versailles Grand Parc aujourd'hui ; une intercommunalité encore en devenir

Nous avons rencontré, en tête à tête, les 14 maires de VGP, les maires du Chesnay et de Vélizy-Villacoublay, le président de la Communauté d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines CSAQY et Mme Le Moal, maire honoraire de Bailly et alors députée du Chesnay. A chaque fois, nous leur avons demandé de nous faire une présentation personnelle de leur commune, de nous dire comment ils voyaient VGP aujourd'hui et demain et de nous donner leur position sur le Grand Paris. Le diagnostic et les propositions résultent de ces échanges très riches avec eux et de nos propres réflexions.

Versailles Grand Parc reste aujourd'hui une intercommunalité de services avec la forte volonté de rigueur budgétaire partagée par toutes les communes membres. Ce n'est pas encore véritablement une « intercommunalité de projets » comme c'est la vocation des Communautés d'agglomération. Ceci se lit clairement dans la part consacrée aux investissements dans le budget total en 2010 (15%), surtout quand on compare les budgets de VGP et de la Communauté d'agglomération de St-Quentin-en-Yvelines CA SQY pourtant de tailles voisines (47%). Mais il est vrai que la création d'une structure forte (Syndicat d'aménagement de ville nouvelle puis CA) est plus ancienne pour la CASQY avec un budget total 3.6 fois plus important pour la deuxième.

Budgets 2009	VGP	SQY /VGP	SQY
fonctionnement	70.6 M€	2.2 fois	158.8 M€
investissement	12.4 M€	11.1	140 M€
Total	83,0 M€	3.6	298,8M€
communes	11	0.6	7
Population	173 307	0.8	146 573
Emplois env	75 000	1.3	99 793
Surface ha	8 316 ha	0.8	6 924 ha

Vergrößerungsfaktor $V = 100$

14 communes actuelles pertinables	Population totale au 1 ^{er} 1/1/11	Superficie linéaire	Territoire habité	Population municipale au 1 ^{er} 1/1/11	% de la population municipale de la zone d'étude	Nombre de habitants par km ²	% des voies de la zone d'étude	Conseil d'arrondissement ou quartier RS	Statut des voies et canton (concession ou propriété)
Vallée de la Bèvre D'Or (1)	2 518 3 704	24,6 9,88	816 9 4	2 071 4 822	71,4 27	13 3	22,4 61	0 30 101	g ^{re} Essonne g ^{re} Seine g ^{re} Val de Marne
Val de la Bèvre D'Or (2)	8 222	1,2	36	5 051	44	3	61	101	g ^{re} Val de Marne
Les Luyères-Jussé	1 024	2,4	88	1 422	0,8	2	34	101	g ^{re} Val de Marne
B. D.	820	8,0	82	2 162	30	3	61	101	g ^{re} Val de Marne
Montmagny	81	4,0	37	598	0,5	7	34	101	g ^{re} Val de Marne
Centre de Est Viroley	1 068	5,0	331	1 052	45,4	26	111	101	g ^{re} Val de Marne
Viroley	1 068	3,4	40	1 000	8,5	5	9,5	101	g ^{re} Val de Marne
Viroley	1 068	2,1	306	1 000	47,0	10	20,5	101	g ^{re} Val de Marne
Roquevaillant	820	2,8	1 01	2 227	1,3	3	61	101	g ^{re} Val de Marne
Les Luyères-Jussé	1 024	2,4	88	1 422	30,2	20	38,9	101	g ^{re} Val de Marne
B. D.	820	8,0	82	2 162	2,1	3	61	101	g ^{re} Val de Marne
Montmagny	81	4,0	37	598	44	3	61	101	g ^{re} Val de Marne
Centre de Est Viroley	1 068	5,0	331	1 052	0,1	13	17	101	g ^{re} Val de Marne
Viroley	1 068	3,4	40	1 000	8,5	5	9,5	101	g ^{re} Val de Marne
Viroley	1 068	2,1	306	1 000	7,1	4	0,8	101	g ^{re} Val de Marne
Roquevaillant	820	2,8	1 01	2 227	1,4	4	68	101	g ^{re} Val de Marne
Les Luyères-Jussé	1 024	2,4	88	1 422	100	59	100	101	g ^{re} Val de Marne
B. D.	820	8,0	82	2 162	152	5	10,2	101	g ^{re} Val de Marne
Montmagny	81	4,0	37	598	111	5	9,5	101	g ^{re} Val de Marne
Centre de Est Viroley	1 068	5,0	331	1 052	11	11	101	101	g ^{re} Val de Marne
Viroley	1 068	3,4	40	1 000	7,1	70	101	101	g ^{re} Val de Marne
Viroley	1 068	2,1	306	1 000	1,4	70	101	101	g ^{re} Val de Marne

De plus, les services ont été développés à minima et l'intercommunalité est connue essentiellement par sa gestion des ordures ménagères et les règles qui s'imposent aux citoyens dans ce domaine.

La visibilité de VGP reste faible auprès des habitants d'autant que la structure est gérée par une démocratie au second degré dont les délégués sont élus par les conseils municipaux, les oppositions en étant exclues. Pour les quelques citoyens qui assistent aux séances du conseil communautaire, les débats souvent trop concis et trop rapides sont difficiles à suivre et seules les décisions votées sont publiées.

La communication reste brouillée et la dispersion des médias (ramassage des ordures et magazine général) a troublé une image déjà floue. Les choses évoluent puisqu'il n'y a plus qu'un magazine mais la distribution, théoriquement générale, reste à améliorer. L'information n'est pas encore suffisamment relayée dans les communes par inertie ou parfois par une certaine réticence.

Le débat existe bien dans les structures de VGP (Bureau rassemblant tous les maires, Commissions et même au niveau du Conseil communautaire) mais des sujets importants sont traités avec retard après une certaine cacophonie. C'est le cas du débat sur le positionnement des gares du métro du Grand Paris où VGP a tardivement rédigé un « cahier d'acteurs » et voté un avis officiel.

La prédominance de Versailles est parfois difficilement ressentie dans la gestion des affaires du fait du partage ou du transfert de certains personnels... qui reçoivent encore dans leur bureau de la mairie. Il est vrai cependant que, dans le même temps, ces mises en commun sont souhaitées pour une gestion reserrée.

Enfin, à l'occasion de cette enquête, nous avons soulevé le problème de la représentation de la petite commune de Renne-moulin. On peut comprendre qu'elle ne dispose que d'une voix (Cf le premier point). Cependant, il serait normal de prévoir un suppléant, ce que stipule la loi en l'absence d'accord local, et surtout la présence de la commune au bureau où se discutent les grandes orientations et où se prennent les grandes décisions.

Le tableau n'est pas noir en dépit de ces analyses : on sent que VGP est au milieu d'un gué pas facile à franchir, avec des souhaits contradictoires chez les élus (et chez les citoyens). Si des critiques existent, ce qui est aussi signe de démocratie, ce qui prévaut malgré tout le plus souvent est la satisfaction du travail constructif accompli

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales

1. Achèvement de la carte intercommunale d'ici à fin 2013 pour les municipales de 2014

2011 : Publication du schéma départemental de coopération intercommunale SDCI après concertation avec les collectivités et modification éventuelle par la Commissions départementales de coopération intercommunale CDCI

2012 - 2013 : Achèvement de la carte intercommunale par le préfet qui dispose de pouvoirs exorbitants de création, modification et fusion de communautés

2. Nouvelle gouvernance des établissements Publics de coopération intercommunale (EPCI)

La répartition des sièges au sein des conseils communautaires est fixée par accord des 2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse : accord local (cas de VGP) ou règle générale « 1 siège + sièges en % de la population » (avec un suppléant pour les communes n'ayant qu'un délégué). Les délégués des communes membres sont élus au suffrage universel direct de listes en même temps que les conseillers municipaux en mars 2014.

3. Réglementation renforcée des EPCI :

- Pouvoirs de police spéciale pour les présidents d'EPCI afin de réglementer l'assainissement, l'élimination des déchets ainsi que le stationnement des gens du voyage.

- Unification possible des finances des EPCI : dotation globale de fonctionnement unique avec reversement favorisant les communes les moins riches, unification de la taxe d'habitation et des deux taxes foncières.

- Mutualisation des services, notamment les mises à disposition de personnels à l'EPCI ou les services offerts par celui-ci.

en commun et le grand intérêt trouvé dans les échanges d'idées, dont nous avons vérifié qu'elles étaient reprises dans certains cas.

4) Versailles Grand Parc demain : quel élargissement du périmètre et des compétences ?

Au 1.1.2009, VGP (à 11 communes) était, avec 169 706 habitants, l'une des plus grosses des 174 Communautés d'agglomération françaises qui rassemblaient alors 2 983 communes et 21 016 706 habitants.

Les populations des 174 Communauté d'agglomération se caractérisaient comme suit :

- moyenne : 120 782
- médiane : 88 866
- minimum : 29 371
- maximum : 412 470

Le département des Yvelines apparaît alors comme celui dont le nombre de communes hors intercommunalités est le plus élevé en France (124). C'est le cinquième département de France et d'Ile-de-France pour l'importance de la population hors intercommunalité.

Au terme de la loi (cf encart joint), toutes les communes se retrouveront dans une intercommunalité d'ici à fin 2013 pour les élections communales et communautaires qui auront lieu le même jour sur la base des mêmes listes.

- Quel périmètre pour VGP demain ?

Pour VGP, les communes susceptibles d'adhérer sont principalement Les Clayes-sous-Bois, Vélizy-Villacoublay et surtout Le Chesnay.

En ce qui concerne Les Clayes-sous-Bois, il s'agit d'une demande ancienne de la commune. Mais il n'y a pas continuité de l'habitat avec Fontenay-le-Fleury et par contre il y a imbrication forte avec Villepreux (même gare SNCF par exemple) et avec Plaisir (partage d'une autre gare avec Les Clayes). La logique serait donc d'intégrer dans VGP les trois communes à la fois soit près de 70 000 habitants, ce qui est beaucoup. Pour toutes ces raisons, les élus de VGP n'envisagent pas cette intégration.

Plus naturelles sont les entrées du Chesnay et de Vélizy-Villacoublay pour lesquelles les liens avec VGP sont forts.

- Le député du Chesnay est aussi celui de Rocquencourt, Bailly, Noisy le Roi et Rennemoulin tandis que celui de Versailles sud est commun à Vélizy-Villacoublay, aux trois communes de la Vallée de la Bièvre et à Toussus-le-Noble. Rocquencourt et Le Chesnay forment le même canton et ont donc le même conseiller général.

- En matière d'enseignement public, chaque commune a son collège mais celui de Vélizy est celui de Jouy-en-Josas ; si le Chesnay dispose d'un lycée professionnel, les deux communes envoient leurs enfants dans les 5 lycées de Versailles. Les classes préparatoires et les écoles supérieures sont aussi à Versailles et l'Université est partagée entre Versailles, St-Quentin et Vélizy sans compter Rambouillet et Mantes.

- Sur le plan du foncier bâti, il y a continuité et imbrication entre Rocquencourt, Le Chesnay, Versailles et Viroflay, tandis que Vélizy est en continuité avec Clamart et les Hauts-de-Seine.

- Phébus assure les transports entre les deux communes et Versailles. Le tramway reliera Vélizy à Viroflay mais aussi à Clamart et à la porte de Chatillon. Le Chesnay n'a pas de gare et Vélizy est compris entre deux branches du RER C avec les gares de Chaville-Vélizy et de Jouy-en-Josas.

- En terme d'équipements publics, chaque commune dispose d'une piscine et de théâtres ; Vélizy et Jouy gère en commun un centre sportif. Les écoles de musique sont à Viroflay et Versailles.

- Enfin, les deux communes se caractérisent par deux importants centres commerciaux dominant le commerce régional. Vélizy bénéficie aussi de l'implantation de nombreuses entreprises offrant 43 000 emplois soit la moitié des emplois de Versailles Grand Parc aujourd'hui.

Le Chesnay n'a guère d'alternative. Pour Vélizy, la commune serait noyée dans une intercommunalité des Hauts-de-Seine alors qu'elle aurait un poids économique de premier plan dans VGP ; le canton formé par la commune a vocation à avoir un vice-président au Conseil Général et l'ancienne députée devenue Ministre de l'Enseignement Supérieur y tient sa permanence : on voit mal comment Vélizy pourrait s'éloigner des Yvelines.

Pour le plus long terme, certains, comme le maire du Chesnay imaginent un regroupement entre VGP et la CASQY avec 330 000 habitants : ceci semble difficile à moyen terme compte-tenu de la différence de développement entre les deux collectivités rappelée ci-avant ; mais présente une certaine logique à long terme en englobant toute la zone agglomérée du Sud-Yvelines. Quant au Président de la CASQY, il va plus loin encore en imaginant un rapprochement entre les 4 Communautés d'agglomération de l'OIN et de l'EPPS avec 550 000 mais il est vrai qu'il envisage aussi une vraie cité pour l'opération Campus, ce qui servirait de nouveau centre de gravité pour cet ensemble mais tuerait le poumon vert du plateau.

- Quelles compétences et quels projets demain ?

VGP ne peut évidemment pas en rester à une communauté de services ; mais, doit développer des projets en changeant d'échelle. Dans la

concurrence des territoires, les principaux atouts sont à trouver dans la qualité des formations et le développement économique, des transports efficaces et un cadre de vie de qualité. Les compétences actuelles ont été juridiquement déléguées; mais, leur contenu est encore faible. Il s'agit donc avant tout de monter en puissance.

Dans le domaine du développement économique, les maires semblent prêts car ils ont compris la volatilité des localisations des entreprises. VGP doit offrir en permanence les meilleures implantations : en quelque sorte, il vaut mieux délocaliser dans VGP.

Il faut donc renforcer les liens trop distendus jusqu'ici entre l'Université, les centres de recherche, les entreprises et VGP qui doit se sentir investie d'une mission de facilitateur : celle-ci nécessitera une vision claire d'aménagement sur toutes les communes, y compris en matière de déplacements. Sur ce dernier point, il est regrettable que le Plan Local de Déplacements semble se terminer sur de si faibles résultats.

Pour Essor de Versailles, le projet de VGP devrait s'appuyer sur un SCOT (schéma de cohérence territoriale) dont c'est la vocation. La loi Grenelle 2 va imposer l'élaboration de bilans de gaz à effet de serre et de plans climats locaux dans les domaines de compétences respectifs des communes et de VGP : ils pourraient être inclus dans un agenda 21. Ces deux démarches qui sont liés (SCOT et agenda 21) seraient une occasion de faire participer tous les habitants et toutes les forces vives à l'avenir de Versailles Grand Parc.

QUELS TRANSPORTS POUR LE GRAND PARIS ?

1 - Deux visions (schéma en p.18)

De fin septembre 2010 à fin janvier 2011, se sont

déroulés deux débats en parallèle sur deux projets de transports public destinés à améliorer significativement les dessertes en Ile-de-France, notamment entre les banlieues. Ce sont en effet les déplacements motorisés entre banlieues qui sont à la fois les plus nombreux (70% du total) et ceux dont la croissance est la plus forte (de 60% à 70% du total en 25 ans). Et ce sont ces déplacements en banlieue qui disposent le moins de transports collectifs performants, ceux-ci étant jusqu'ici concentrés sur les déplacements dans la capitale et entre Paris et ses banlieues. Arc Express porté par la Région et le Réseau de transports Public du Grand Paris («le Grand 8») porté par la Société du Grand Paris SGP représentent deux visions différentes. Le premier cherche à offrir aux zones denses de petite couronne des dessertes plus fines du territoire tout en remettant à niveau les réseaux existants trop longtemps négligés. Le second a relui entre eux le plus rapidement possible les pôles de développement économiques de demain situés en petite et grande couronne mais aussi à les relier avec les aéroports ou les gares TGV de banlieue.

Pour Essor de Versailles, le métro du Grand Paris n'est pas la priorité (cf article pour les Nouvelles du 15 décembre 2010). La priorité doit être la remise à niveau des réseaux existants pour répondre enfin aux besoins des usagers exaspérés par les graves dysfonctionnements subis tous les jours. Seules certaines sections en zones denses mal desservies du nord et de l'est pourraient être engagées en fusionnant avec les tracés de la Région.

Tous les projets sont en concurrence pour les ressources financières. Il est contraire à la bonne gestion de réaliser un projet parce qu'il est financé

Deux systèmes de transports	Arc Express	Réseau du Grand Paris
Objectifs de desserte	Zone dense de petite couronne avec remise à niveau des réseaux existants	9 Grands pôles économiques et grands pôles de transport en petite et grande couronne
Vitesse commerciale	40 Km/h	65 Km/h
Maillage	Fin : 1 à 1.5 km entre gares	Grandes interstations
Longueur	60 km	155 km
Nombres de stations	50	40
Matériel	Ferroviaire large : 2.80 m	Métro sur pneu ou sur fer : 2.40 m de large
Coût total : infrastructures et matériel roulant	7,1 à 8,3 milliards d'euros selon variantes	21,4 à 23,5 G€ sans rénovation des gares de correspondance
Réalisation	Progressive dans le cadre du plan de mobilisation de 19 G€ de rénovation des réseaux existants	Rapide d'ici à 2025,
Première mise en service	2017 : Arc Sud	2018

ou même de réaliser un projet parce qu'il est rentable économiquement et pour ses retombées pour la Collectivité : **il ne faut réaliser que le meilleur des projets rentables et les évaluations doivent être faites selon les mêmes méthodes et les mêmes hypothèses.** Ce n'est pas du tout le cas avec les deux projets et de plus aucune étude n'a été produite pour prouver l'intérêt du métro du Grand Paris !

Essor est intervenu quatre fois dans les débats et a proposé qu'un groupe technique public audite les coûts, les évaluations socio-économiques de l'intérêt des projets et les solutions financières.

2 - Le rapprochement politique des deux projets et le détournement définitif des débats

Fin 2010, les deux maîtres d'ouvrage sont arrivés, parallèlement aux 2 débats, à la conclusion que, politiquement, leur opposition était contre-efficace à terme. S'est alors esquissé un rapprochement des deux projets caractérisé par :

- l'adoption de tracés communs notamment à l'est
- une participation de l'Etat à la modernisation accélérée des réseaux actuels
- le dégagement, par rectificatifs à la loi de finances, de nouvelles ressources pour le Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF).
- la promesse d'une « étanchéité » totale entre les dettes de SGP et les comptes du STIF
- un éclaircissement des dépenses induites par les nouveaux projets pour le et de leur couverture
- l'abandon de la boucle ouest du Grand 8 entre Versailles, Saclay et Massy.

Ce rapprochement va exiger des études complémentaires (tracés de raccordement, choix des matériels et des tunnels ...), ce qui va allonger les délais

Les deux débats continuent donc sur des projets qui sont caducs, même si bien sûr quelques éléments seront intégrés dans les nouveaux tracés. **Pour Essor de Versailles, juridiquement, un nouveau débat devrait être lancé sur le nouveau projet en application de la loi sur le Grand Paris.** L'allongement des études techniques rend possible ce nouveau débat, sans impact sur le calendrier de réalisation éventuelle.

3 - L'abandon du tracé entre Versailles et Massy constitue le point le plus critique des discussions politiques, à plusieurs titres :

- C'est la disparition de la desserte lourde réaffirmée à plusieurs reprises par les plus hauts repré-

sentants du gouvernement pour intégrer l'émblématique projet de Campus de Saclay, l'un des 9 « territoires de projet », dans le Grand Paris. Ce Campus doit concentrer 23 établissements d'enseignement supérieur et de recherche et 10% de la recherche publique ou privée.

- Une certaine incertitude règne sur le type de desserte appelée à remplacer le métro lourd automatique. Celui-ci était promis en souterrain pour respecter le Plateau agricole et sans autre gare que celle du Campus, ce qui évite la multiplication des pôles urbanisés. Dans un premier temps, sera accéléré la réalisation, le long de la RD 36, du transport en commun en site propre (TCSP) reliant Massy (RER B et C et gare TGV), Saclay-Campus et St-Quentin-en-Yvelines (RER C et plusieurs lignes SNCF). Un métro plus lourd (VAL ?) pourrait lui succéder; mais, alors le risque est grand que, notamment pour des raisons de coûts, il ne soit pas en souterrain : on a même évoqué une infrastructure en viaduc au-dessus de la RD 36. Un tel transport ferait couper sur le Plateau et risquerait de susciter plusieurs gares et autant de pôles d'urbanisation. Il est clairement inacceptable pour tous ceux qui, citoyens, associations ou élus, ont défendu ce dernier pour mon vert à proximité de Paris, inscrit dans le projet de SDRIF (Schéma directeur de la Région Ile-de-France) sujet de conflit entre Région et Etat. Ces défenseurs ont fait inscrire dans la loi relative au Grand Paris la « sanctuarisation » d'au moins 2300 ha de terres agricoles dont la définition doit intervenir par décret d'ici à juin 2011.

- Le plateau de Saclay et ses alentours est la zone du Grand Paris qui a suscité le plus de « cahiers d'acteurs » (positions formalisées sur 4 pages) dans le débat public, ce qui annonce l'âpreté des confrontations.

- Au niveau politique, l'accord envisagé par le Président de la Région et le gouvernement est remis en cause par les élus verts de sa majorité dans un contexte très sensible des prochaines élections cantonales et sénatoriales de 2011.

4 - La desserte de Versailles

Même si le métro ne se fait pas entre Versailles et Massy, le positionnement des gares de Versailles reste un sujet pérenne pour les tracés de remplacement et pour l'aménagement futur du territoire de Versailles; mais, aussi de celui de Versailles Grand Parc puisque Versailles est la seule gare envisagée pour VGP.

Comment ignorer Versailles Chantiers, premier pôle de transport francilien en dehors de Paris ?

Huit axes en partent vers Paris-Montparnasse, La Défense, le RER C vers la rive gauche de Paris, Massy (avec accès à Orly et aux réseaux TGV), Chartres/Le Mans, Dreux/Granville, Mantes/Le Havre et la tangentielle ouest St-Germain/Cergy (avec terminus à reporter aux Chantiers). Le choix des Matelots allongerait de 20mn en moyenne l'accès à Versailles, au prix d'une gare très coûteuse sur la ligne SNCF. Les encombrements des Chantiers ne sauraient constituer un contre-argument car l'accès par transport en commun doit être systématique en zone dense.



De plus, une gare doit être créée à Satory: elle offrirait à la fois des parkings de rabattement à proximité de la RN12 et surtout un atout pour développer le 8ème quartier de Versailles. Enfin, St-Quentin doit être desservi, non en périphérie sur des terres agricoles à la Minière, mais, au cœur de son agglomération.

5 - Notre alternative pour le plateau de Saclay

Pour Essor, les priorités sont les suivantes :

- Le RER C Chantiers-Massy-Juvisy doit être transformé en Tangentielle Sud St-Quentin-Versailles-Massy-Evry. De Massy, on accède à l'ensemble des réseaux TGV et à Orly par le service de bus de Pont de Rungis , ce qui met Orly à 40 mn de Versailles.

- A plus long terme, la ligne souterraine à grande vitesse « Interconnexion Sud » Massy-Valenton offre la relation directe **Versailles- gare nouvelle sous l'aéroport d'Orly en 20 mn et une liaison Versailles -Roissy en 45 mn.**

- Les différents pôles du Plateau de Saclay seraient reliés aux gares de la Tangentielle Sud et du RER B par des bus à haute qualité de service majoritairement en site propre, faciles à mettre en œuvre rapidement, beaucoup moins coûteux et plus respectueux de l'environnement :TCSP (transport en commun en site propre) est-ouest

Massy - Saint-Quentin-en-Yvelines le long de la départementale 36, deux TCSP nord-sud reliant Versailles et Buc au RER B pour le premier et Jouy sur le RER C, HEC et Saclay à Orsay sur le RER B pour le second .



Desserte du plateau de Saclay

-L'amélioration des autres lignes desservant Versailles Chantiers est également indispensable de même que les pôles multimodaux de Versailles-Chantiers et des gares de Massy.

UNE NOUVELLE GARE RUE ROYALE ?

Voilà qu'on reparle de gares à Versailles ces temps ci. Savez-vous que nous aurions pu avoir, à St Louis, une gare pour voyageurs, au bout de la rue St Médéric, à la place de " l'institution Grand-Champ," (sic),

Il existe à la bibliothèque Centrale de la Ville, un curieux document d'une vingtaine de pages (*brochure 24, carton XXX, in-8°, pièces sur Versailles*). C'est le travail : texte, plans, devis d'un habitant du quartier St Louis qui ne se nomme pas.

Nous sommes en 1877 alors que le chemin de fer de "Grande Ceinture" s'achève, Outre la possibilité d'interconnexion du réseau des compagnies, ces voies avaient un intérêt stratégique pour la desserte des fortifications de Paris. La guerre de 1870 et le siège de Paris ne sont pas loin !

Le Préfet confie à une commission d'enquête le soin de rechercher des emplacements de stations, en Seine & Oise. Cette enquête conclut à "...transformer la gare des Chantiers en gare exclusivement réservée aux marchandises et à l'établissement d'une gare , commune à la compagnie de l'Ouest et au Syndicat du Chemin de Fer de Grande-Ceinture, dans le prolongement de la rue Royale à Versailles ..."

Dans son discours de réélection le maire de Versailles s'enflamme : "il y a là une cause de prospérité pour notre ville, aussi bien pour le département tout entier....si nous parvenons à



accomplir seulement une partie de cette tâche, nous pourrions tous nous présenter avec confiance devant nos électeurs pour leur rendre compte du mandat qu'ils nous ont confié..." (Ah ces politiques à peine élus, ils pensent à la prochaine !)

Il appartenait au

conseil municipal, principal intéressé, de délibérer. Ce qu'il fit le dimanche 21 février 1877. Après étude des dires de l'enquête, et audition de l'ingénieur chargé des études de la Ville il adoptait une délibération dont voici quelques extraits :

"...Considérant que de nombreuses études antérieures, confirmées par un avant-projet qu'elle (la ville) a fait dresser spécialement, il résulte qu'il est facile d'établir une seconde gare, avec palier d'environ 400 m qui aurait accès sur la rue Royale, et dont le centre se trouverait à peu près à mi-distance de l'alignement prolongé de cette rue et du pont de la rue St Martin.....

.Insiste, pour que, avant la mise en exploitation du Chemin de Fer de Ceinture, une gare de voyageurs soit établie entre le pont de la rue St Martin et l'alignement prolongé de la rue Royale.... Et demande que la gare des Chantiers, dégagée du service des voyageurs et mieux aménagée, soit affectée exclusivement aux marchandises..."

Une période confuse s'en suit : la ville ne parle plus d'avant-projet mais de canevas dont les détails n'avaient nullement été étudiés : raideur des rampes, petitesse des rayons, énormité des terrassements...

Finalement le directeur de la Compagnie de l'Ouest jette l'éponge..." "L'établissement d'un

débarcadère de voyageurs à l'extrémité de la rue Royale présenterait de telles difficultés et occasionnerait de telles dépenses qu'il faut renoncer à ce projet.." Et il émet l'avis que la "gare des Chantiers

peut être appropriée aux deux services des voyageurs et marchandises en employant certains terrains par expropriation "... c'est ce qui fut fait, mais plus tard.

Mais notre rédacteur ne s'avoue pas vaincu : il produit un dossier comportant plans (extrait joint) et devis, montrant que les protagonistes n'avaient pas fait une étude sérieuse : à la lecture de ces documents remarquables de précision, il n'est pas interdit de penser que l'auteur faisait partie du sérail d'où peut-être son choix de l'anonymat ! Les habitants du quartier n'auront pas leur gare, ils continuent de les rejoindre à pied...quelle belle symétrie manquée que trois gares, Rive droite, Rive gauche, Granchamp alignées sur un axe Nord-Sud...

Brèves : le philosophe dit qu'il faut savoir s'indigner...

La fermeture de la grille de Neptune : mépris ?

L'Etablissement Public du Château, dont le Maire est administrateur, a fermé la grille de Neptune. C'était l'accès le plus proche de la ville. Prépare t'il la remise en paiement du Petit Parc? Il faut qu'il comprenne sérieusement qu'il ne peut à la fois susciter les dons et fermer ses portes et faire tout payer. Versailles ne doit pas être Eurodisney-ouest comme nous l'avait pourtant clairement avoué un ancien Délégué Général.

Un autre passage fermé : la passerelle d'accès à la gare des Chantiers depuis la rue de la Porte de Buc

Les emplacements pour l'arrêt des bus sont terminés depuis septembre 2010 et la passerelle est achevée mais les grilles restent fermées : quel gâchis d'argent public de la part de la SNCF!

Au moins 3 commerces des rues de Satory et du Vieux Versailles vont fermer du fait de la cupidité des propriétaires qui vont jusqu'à doubler les loyers.

L'autoroute A86 est bouclée depuis le 9 janvier après ouverture complète de la section Duplex à péage : qui vérifie que le transit dans Versailles va baisser de 15% comme c'était annoncé dans le dossier d'enquête publique ?

Et pour finir ce bouquet dans la joie, une 3ème fleur bien méritée pour le fleurissement de Versailles en lui souhaitant la 4ème.



Chaque numéro de la revue s'ouvre par une analyse de la vie communale.

Livre "On l'appelle Versailles - Une Ville sous le regard d'un citoyen", de 1995

numéro 1 d'octobre 1996 : Les exclus à Versailles : l'occupation de la cathédrale par les sans-papiers en 1996 - Les jeunes à Versailles - La politique vélo à Versailles

numéro 2 de mai 1998 : Le développement de Versailles - L'Islam à Versailles au-delà des clichés

numéro 3 de septembre 1999 : L'urbanisme à Versailles - Les Conseils de quartiers à Versailles, à Lille et à Grenoble - L'accueil dans les crèches - La faiblesse de la politique du vélo à Versailles

numéro 4 de janvier 2001 - Numéro spécial sur les grands enjeux avant les municipales de 2001 : L'institution municipale en France - Versailles au défi de la modernité - Se déplacer autrement à Versailles - Le développement économique et les grands projets - L'action sociale de la ville - La politique culturelle; peut-on vivre jeune à Versailles ? - La politique financière de la ville

Face à face avec l'équipe municipale avant la campagne des municipales devant 300 versaillais le 1er février 2001

Dossier d'analyse : «La Communauté de Communes du Grand Parc : une analyse sans fard » de janvier 2003

numéro 5 de janvier 2003 : Une ville riche en associations - Brève sociologie des quartiers de Versailles - Mieux connaître nos centres socioculturels - Le rendez-vous manqué des Conseils de quartier - Un tournant décisif : la ZAC des Chantiers et le PLU - Une intercommunalité minimaliste : la communauté de commune du Grand Parc

Plusieurs notes d'analyse sur la ZAC des Chantiers et le PLU : «Oui à la ZAC des Chantiers mais pas n'importe laquelle» en date du 24 mars 2003, «Revoir le projet de ZAC des Chantiers après l'expression défavorable des Versaillais dans l'enquête publique» en date du 19 juin 2004 pour le conseil municipal du 12 juillet

numéro 6 de janvier 2004 :

La sécurité routière à Versailles - Les Conseils de quartier à petits pas - Satory aujourd'hui et demain - Les personnes âgées à Versailles

numéro 7 des 10 ans d'Essor de Versailles de mars 2005 en 2 parties : 1) Les exclusions à Versailles : le logement - 2) Les relations entre la Ville et le Château (en couleur)

Soirée-débat du 15 avril 2005 : " Les relations Ville-Château " sur la base du dossier de mars avec la participation du Maire et du Délégué Général du Château

numéro 8 de février 2006 : Les exclusions à Versailles : deuxième partie - la prison et les situations de très grande précarité - L'Enseignement supérieur et Versailles

Soirée-débat du 21 novembre 2006 : «Enseignement supérieur et recherche, un atout

pour les territoires. L'exemple de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines».

numéro 9 de février 2007 : Enseignement supérieur et recherche à Versailles : notre débat du 21 novembre 2006

numéro 10 de janvier 2008 : Etat des lieux et grands enjeux pour Versailles demain à travers 23 sujets clés (numéro spécial avant les municipales)

Contribution à l'élaboration du Plan Local de Déplacement du Bassin de Déplacements de la Région de Versailles (septembre 2008)

numéro 11 de janvier 2009 : Le développement économique de Versailles - La préservation d'un commerce de proximité. La coopération décentralisée : Versailles à la traîne

numéro 12 de janvier 2010 : Quel développement pour Versailles? - Enquête sur les conseils de quartier - Budgets- Politique des déplacements-Communauté d'agglomération- OIN et Grand Paris

numéro 13 de janvier 2011 : La Ville de Versailles décide de soutenir les associations de solidarité internationale - Le développement économique de Versailles Grand Parc - Versailles Grand Parc aujourd'hui et demain - Quels transports pour le Grand Paris ? - Une nouvelle gare rue Royale ?

Essor de Versailles

association loi 1901

Un OBSERVATOIRE de la vie communale, indépendant de toute représentation au Conseil municipal, qui s'exprime publiquement chaque année sur la vie de la commune et sa gestion.

UN CLUB DE RÉFLEXION qui réunit sans distinction d'appartenance tous les habitants de Versailles qui veulent réfléchir ensemble à l'avenir de leur ville, et proposer aux responsables de la vie locale les actions d'adaptation les mieux appropriées.

Un MOUVEMENT CIVIQUE LOCAL qui rassemble les Versaillaises et les Versaillais soucieux du meilleur essor possible de leur ville, et résolus à donner un nouvel élan à la vie démocratique de leur commune.

Nos neuf valeurs :

Le courage d'innover

Le sens de la collectivité

L'attention aux évolutions du monde

L'exigence de rigueur dans la gestion

Le développement de la vie démocratique

La solidarité active avec les plus démunis

Le respect absolu de toute personne

Le souci de la culture pour tous

La préoccupation de l'environnement

Cette revue est une publication
de l'association "Essor de Versailles"
B.P. 261 78002 Versailles cedex

Tél. : 06 17 15 07 81

Directeur de la publication : Philippe Domergue
Maquette : Jean Claude Mariannie

Photogravure et impression : Micropubli tel : 01 30 56 15 50
Dépôt légal : janvier 2011